

Le franquisme disséqué

À bientôt cinquante ans de la mort de Franco, une exposition à Toulouse propose une « anatomie » de la dictature espagnole, l'une des plus longues d'Europe. Et plusieurs livres d'historiens plaident pour en écrire une histoire « transnationale », et la replacer dans un cadre plus vaste.

[Ludovic Lamant](#)

11 mai 2024 à 17h59

ToulouseToulouse (Haute-Garonne).– L'obus n'a pas éclaté. La basilique du Pilar, à Saragosse (Espagne), contre laquelle il avait été lancé le 3 août 1936, fut épargnée. D'après la propagande franquiste, ce fut un signe de Dieu, qui avait choisi son camp. Des années plus tard, un ouvrier a sculpté une vierge du Pilar sur cet obus, que d'autres ont encore transformé par la suite en pied de lampe.

C'est l'un des objets à la gloire du régime de Franco, aux côtés d'innombrables affiches, revues, manuels scolaires et drapeaux, visibles à Toulouse dans l'exposition « Anatomie du franquisme », au musée de la Résistance et de la déportation, jusqu'en septembre.

« Le contraste est tel entre la richesse de la recherche sur l'Espagne franquiste depuis trente ans, et l'ignorance crasse dans laquelle la France se trouve, qu'il fallait absolument présenter ces nouveaux travaux », explique François Godicheau, historien à l'université Toulouse-Jean-Jaurès, et commissaire scientifique d'un cycle d'événements sur le franquisme, dont l'exposition fait partie.



Défilé de la victoire le 19 Mai 1939 à Madrid en présence des généraux de Franco et de sa

femme, Carmen Polo. © Martín Santos Yubero : Archives régionales de la Communauté de Madrid

Le choix de Toulouse n'est pas anodin, la plus espagnole des villes françaises ayant été la « capitale de l'exil » lors de la *Retirada*. Mais l'exposition ne revient pas sur l'épisode bien connu de l'exil des républicains durant et après la guerre. Elle décline en détail les piliers du régime franquiste (la Phalange, l'armée et l'Église), décrit la famine des premières années (200 000 morts de faim dans les années 1940) et documente l'endoctrinement des plus jeunes via l'école.

À l'étage est disséquée « *l'épuration systématique de la société* » à travers la mise en place d'un système répressif vertigineux (des milliers de condamnés à mort républicains dans les grandes villes après la victoire de 1939, 300 000 fonctionnaires victimes de purges, un million de prisonniers civils, politiques ou de guerre en janvier 1940...). Ce qui fait écrire aux commissaires de l'exposition que « *ce long cortège de mesures punitives dépassèrent de loin les dictatures italienne ou portugaise, et même l'Allemagne nazie, jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale* ».

Répondre aux falsifications

Parmi les points saillants de l'exposition, des albums numérisés du photographe [Martín Santos Yubero](#) (dont les sidérants clichés de l'inauguration de Valle de los Caídos en 1959, cette basilique des environs de Madrid, en présence de Franco) voisinent avec la reproduction d'un chef-d'œuvre de la peinture espagnole, *Silencio*, de Juana Francés (1953), qui montre le portrait d'une femme qui se barre la bouche de sa main, dans une société franquiste ultra-patriarcale (l'original était visible au cœur d'une vibrante exposition du [Mnac de Barcelone](#) l'an dernier, sur la figure humaine après la guerre).

Dans une vitrine vers la fin du parcours figurent trois objets poignants : une montre à gousset, une bague, ainsi qu'une semelle de chaussure fabriquée à partir d'un pneu en caoutchouc. Ils ont été découverts au moment de l'ouverture d'une fosse de victimes de la répression franquiste, menée par l'Association pour la récupération de la mémoire historique, à partir de 2000.

À lire aussi

[Franquisme : des historiens démontent les thèses révisionnistes relayées par « Le Figaro »](#)
17 août 2022

À l'été 2022, la publication d'un entretien-fleuve avec l'essayiste d'extrême droite Pío Moa, auteur de thèses révisionnistes sur la guerre civile espagnole, dans un hors-série du *Figaro*, avait déclenché l'ire et la mobilisation de nombreux spécialistes de l'Espagne contemporaine en France. C'est aussi dans ce contexte trouble de retour en force des extrêmes droites, dont Vox en Espagne, qu'intervient l'exposition toulousaine, soucieuse de dire avec précision l'étendue des savoirs, et de répondre aux falsifications.

« L'affaire Moa a prouvé que cette ignorance du franquisme était le résultat de la propagande franquiste elle-même, insiste François Godicheau. Décrire le franquisme comme une dictature paternaliste, autoritaire certes, mais pas beaucoup plus, et qui a aussi modernisé le pays, est une catastrophe. Ce type de discours constitue un point d'appui pour

Moa et d'autres aujourd'hui, dans un contexte de ce que la "fachosphère" décrit comme une bataille culturelle. »

Cette première exposition, un peu à l'étroit dans les murs de ce musée départemental (trois salles à peine), laissera la place, l'an prochain, à une deuxième partie, davantage centrée sur les résistances au franquisme et au contexte international de la guerre froide. Le [laboratoire](#) de l'université Jean-Jaurès, qui coproduit la manifestation, avait aussi organisé en mars un colloque sur le sujet, avec l'espoir de « décloisonner » le franquisme. Y avaient été invité·es des historien·nes spécialistes d'autres questions, par exemple du nazisme, dont Christian Ingrao et Marie-Anne Matard-Bonucci.

« Juger Franco ? »

Cette préoccupation d'inscrire la dictature franquiste – la plus longue d'Europe occidentale [après celle de Salazar au Portugal](#) – dans une histoire européenne plus vaste, et même internationale, se retrouve au cœur du livre important que vient de publier Sophie Baby, autour des enjeux et impasses de la criminalisation du franquisme (*Juger Franco ?*, La Découverte). À rebours d'une « *trajectoire ibérique périphérique* », où « *l'Espagne n'apparaît qu'en pointillé dans les histoires générales de l'histoire contemporaine* », l'historienne plaide pour redonner à l'Espagne une place centrale « *dans l'histoire de la confrontation des sociétés occidentales aux violences de masse qui les ont déchirées* ».

Sophie Baby cherche à comprendre pourquoi Franco « *n'a pas été jugé et ne le sera jamais* ». Dans le débat public espagnol, depuis les gauches et les mouvements mémoriels, la faute est souvent rejetée [sur la Transition](#), cette période qui s'ouvre après la mort de Franco en 1975, jusqu'à la victoire du Parti socialiste aux législatives de 1982. Au nom de la réconciliation nationale, la loi d'amnistie mutuelle de 1977 n'a pas provoqué la rupture institutionnelle qui aurait permis par la suite de juger des crimes du franquisme. Elle aurait instauré un « *pacte de l'oubli* » que les lois mémorielles des socialistes José Luis Rodríguez Zapatero en 2004, puis Pedro Sánchez en 2022, ont enfin rouvert.

Mais l'originalité du travail de Sophie Baby consiste à aller chercher bien au-delà les éléments de réponse à cette question encore si sensible en Espagne : que peut le droit face aux crimes d'État ? Elle rappelle que la revendication de l'amnistie fut posée dès 1937, en pleine guerre, par des républicains qui y voyaient une manière de mettre fin au conflit. Elle s'intéresse à des commissions d'enquête internationales, dont celle enclenchée par le trotskiste David Rousset, qui aboutit dès 1953 au *Livre blanc sur le système pénitentiaire espagnol*, accompagnées de témoignages qui sont les premières expressions au grand jour de la répression franquiste.



Les troupes nationalistes défilent devant les civils en faisant le salut fasciste à Madrid, en Espagne, le 31 mars 1939. © Photo AFP

Mais Franco passe entre les gouttes, « *tirant parti de l'entrelacement des conflits* », de la guerre civile espagnole à la Seconde Guerre mondiale, puis la guerre froide, jouant sur une « *concurrence victimaire* » qui lui permet de « *brouiller la chaîne des responsabilités* ». Au cours du procès de Nuremberg à partir de 1945, Franco n'est pas inquiet, malgré son alliance avec les nazis. Et s'il y eut bien des déportés espagnols à la barre – des exilés républicains en France qui s'étaient ensuite faits prisonniers dans des camps de concentration –, leur sort « *ne fut jamais considéré dans sa spécificité [...], mais seulement comme un appendice d'une histoire européenne qui les avait happés presque par inadvertance* ».

L'écho des disparus en Argentine

S'appuyant notamment sur les travaux de Nicole Loraux sur la Grèce antique, l'historienne démontre que le « *paradigme de l'amnistie* », tel qu'il se formule dans les premières années du régime franquiste par les oppositions clandestines, et contrairement à des idées préconçues, n'exclut pas « *tout régime de justice* ». Mais cette ambition sera vite neutralisée par un discours sur la nécessaire « *réconciliation* » du pays, qui va triompher durant les années de la Transition, et sera encore renforcé par le coup d'État manqué de 1981.

Le livre de Sophie Baby, tout en nuances sur ces années complexes d'après-1975, rejette les oppositions faciles entre vengeance et pardon, mémoire et oubli. Elle fait aussi entendre des voix minoritaires, qui s'opposaient à l'amnistie de l'époque de la Transition : des partisans d'un Tribunal international contre les crimes du franquisme, défendu par un groupe révolutionnaire d'extrême gauche fondé par des exilés communistes en rupture avec le PCE d'Espagne, à celles et ceux qui ont commencé, de manière clandestine, l'indispensable travail d'exhumation des fosses communes des fusillés du franquisme.

De manière décisive, Sophie Baby élargit sa réflexion à ce qu'elle nomme l'« Euro-Amérique », cet espace de circulations politiques, intensifié à la fin du siècle dernier par les exils dans les deux sens, de part et d'autre de l'Atlantique, au gré des dictatures en place. Elle montre à quel point la dictature argentine (1976-1983) et la pratique des disparitions par la junte militaire ont imposé dans le débat espagnol le concept de « *terrorisme d'État* », fissurant d'un coup les certitudes sur les bienfaits de l'amnistie.

Comment rester fidèle à l'idéal de paix, tout en soutenant la défense armée des forces progressistes espagnoles ?

Nicolas Offenstadt

L'Espagne de Felipe González, qui s'apprête à rejoindre la Communauté économique européenne (CEE) en 1986, se trouve alors à l'avant-garde de cette bataille pour la reconnaissance du crime de disparition forcée. Un peu plus tard, ce sera l'arrestation à Londres de l'ancien dictateur chilien Pinochet en 1998, sous la pression du juge Baltasar Garzón, qui fera date. Dans la foulée, l'Espagne devient aussi un acteur majeur – et ambigu – de l'antiterrorisme, en réaction aux actions armées de l'ETA basque.

Ce moment de bascule majeur dans les débats sur la justice internationale, du plaidoyer pour l'amnistie à la lutte contre l'impunité, débouche sur un « *paradoxe criant* », selon les mots de Sophie Baby : « *Que l'Espagne soit devenue la championne de la lutte contre l'impunité, que la justice universelle sur les violences du passé ait pris corps précisément là où l'on s'obstinait dans le refus de la criminalisation du franquisme, était une anomalie encore peu questionnée.* » L'historienne consacre les meilleures pages de son livre à rendre compte de ce paradoxe déroutant, que l'Espagne n'a commencé à dénouer que très récemment.

Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que « *l'esprit de consensus* » finit par se morceler, sous l'effet conjugué du choc provoqué par l'exhumation de fosses communes par des associations, et de l'apparition, un peu plus tard, de nouveaux partis, dont Podemos en 2014, tout à la fois critiques de cet « *esprit de la Transition* » et réclamant même une « *deuxième Transition* ».

Contrebandiers et contrebandières

Preuve de la vivacité du champ des recherches sur l'Espagne, l'historien Pierre Salmon vient, lui, de publier *Un antifascisme de combat* (éditions du Détour). Issu de sa thèse, ce travail se penche sur les années de guerre civile (1936-1939) à travers le prisme des réseaux de contrebande d'armes depuis la France. Si le volontariat armé – pas moins de 14 000 personnes ont quitté la France pendant la guerre pour combattre en Espagne – a été davantage étudié, le monde de la contrebande, par essence illégal, et plus restreint aussi, était jusqu'alors moins documenté.

Dans la préface, l'historien Nicolas Offenstadt résume le dilemme moral posé aux antifascistes et qu'expose en grand Pierre Salmon : « *Comment rester fidèle à l'idéal de paix, tout en soutenant la défense armée des forces progressistes espagnoles ?* » La question est d'autant plus douloureuse que le déficit matériel face au camp franquiste est massif, qui compte sur le soutien en armes et en hommes de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

À lire aussi

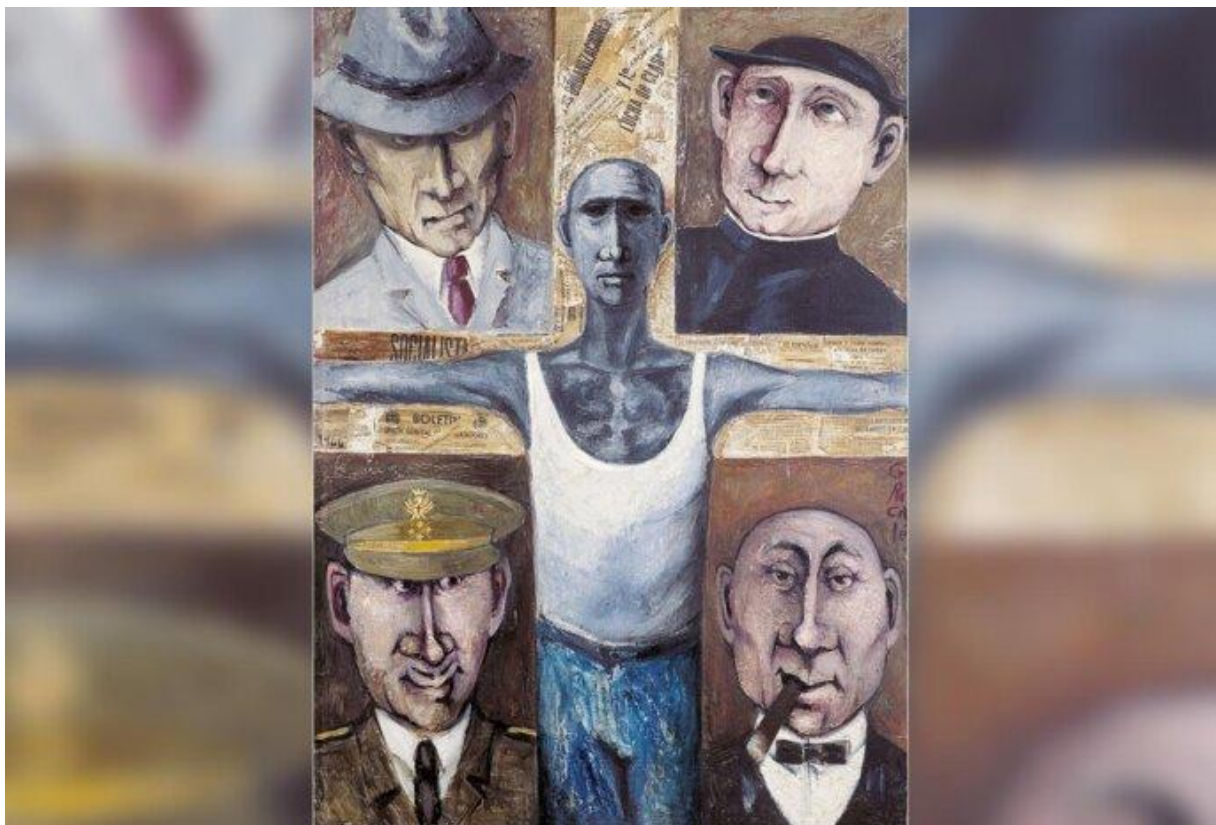
[En Espagne, la nouvelle jeunesse de la Seconde République](#)

5 avril 2021

À partir d'une lecture critique d'archives policières, Pierre Salmon retrace des parcours d'engagements personnels, dans les milieux anarchistes, trotskistes, socialistes et communistes, jusqu'à décrire les techniques de passage de la frontière pyrénéenne. Pour le grand public, le livre devient addictif lorsque l'historien documente les collaborations inattendues – et souvent infructueuses – entre ces militants antifascistes et des criminels de métier, souvent de grands noms de la pègre, auprès desquels ils rachètent des armes.

Le texte de Pierre Salmon est aussi passionnant lorsqu'il essaie de dépasser les silences des archives policières sur l'engagement de femmes dans la contrebande, épinglant les « *clichés virilistes* » qui collent à la peau des contrebandiers, depuis [Henry de Monfreid](#) ou Arthur Rimbaud. Et d'accorder quelques pages à des portraits inattendus de contrebandières, qui complexifient là encore la réalité de l'antifascisme de l'entre-deux-guerres.

On signalera encore un livre publié l'an dernier, peut-être moins accessible pour le grand public, mais tout aussi stimulant et riche d'une iconographie quasiment inconnue de ce côté-ci des Pyrénées. Dans *Compagnons de lutte. Avant-garde et critique d'art en Espagne pendant le franquisme*, Paula Barreiro López, elle aussi enseignante-chercheuse à l'université Toulouse-Jean-Jaurès, se penche sur la période dite du « franquisme tardif » (1957-1975), la plus délaissée par la recherche jusqu'à présent.



« Crucifixion Jacinta Gil », tableau de 1966. L'artiste dénonce la structure de pouvoir du franquisme (l'armée, l'église, la police et le pouvoir économique) et ses logiques d'exploitation capitaliste. © Université de Valence. Collection Martínez Guerricabeitia

Elle suit le parcours d'un collectif de sept critiques d'art qui vont soutenir la contestation au régime, en théorisant la nécessité de réinjecter de la politique dans l'art. En documentant les réseaux culturels, au gré des biennales et expositions entre l'Espagne et l'Amérique du Sud notamment, Barreiro López parvient elle aussi à décloisonner la lecture du franquisme. Aux côtés de quelques figures écrasantes (Picasso, Miró, Dalí, Tàpies), elle fait exister d'autres collectifs, reliés eux aussi à la scène internationale, mais que l'historiographie officielle avait mis de côté.

« Anatomie du franquisme », exposition au musée départemental de la Résistance et de la déportation à Toulouse, jusqu'au 22 septembre 2024. Entrée libre. Un hors-série de la revue *L'Histoire* intitulé « *L'Espagne de Franco, un pays broyé* », accompagne l'exposition.

Sophie Baby, *Juger Franco ? Impunité, réconciliation, mémoire*, La Découverte, 376 pages, 24,50 euros. À l'été 2023, Sophie Baby avait débattu avec un autre historien du franquisme, Nicolas Sesma, du rapport de Vox, la formation d'extrême droite espagnole, à l'Histoire nationale, dans une [émission de Mediapart](#).

Pierre Salmon, *Un antifascisme de combat. Armer l'Espagne révolutionnaire 1936-1939*, préface de Nicolas Offenstadt, éditions du Détour, 256 pages, 21,90 euros.

Paula Barreiro López, *Compagnons de lutte. Avant-garde et critique d'art en Espagne pendant le franquisme*, éditions de la MSH, 500 pages, 30 euros, traduction de l'anglais par Phoebe Hadjimarkos Clarke.

[Ludovic Lamant](#)